



Journées Internationalistes - Sokoia II

Résolutions

1. - Général Vasco Gonçalves et Alvaro Cunhal

Les organisations présentes dans les Journées Internationalistes Sokoia II rendent hommage au général Vasco Gonçalves, Premier ministre du gouvernement provisoire de la Révolution portugaise du 25 avril 1974, et au camarade Alvaro Cunhal, ex secrétaire général du Parti antifasciste portugais et résistant communiste, morts récemment. Hommes qui ont combattu toute leur vie pour la liberté et pour la construction du socialisme dans la voie vers le communisme.

2. - Colombie

Les organisations participantes au Congrès de la gauche en Europe en réaffirmant la défense de la souveraineté des peuples,

Dénoncent :

L'intervention militaire effectuée fondamentalement par les États-Unis en Colombie et soutenue par d'autres puissances européennes.

La manipulation et l'intoxication au niveau de l'information, en ce qui concerne les arrestations et les extraditions de guérilleros vers les États-Unis.

Rejettent :

la solution militaire du conflit, défendue par les classes dominantes colombiennes.

Exigent :

Le retour et la mise en liberté des membres de la guérilla colombienne en Colombie.

Une solution politique au conflit social, politique et militaire que vit le peuple colombien.

3. - Cuba

Le principe de non d'ingérence, revendiqué jusqu'à la satiété par les puissances occidentales, cesse d'exister au-delà du Nord de la planète. Hors de cet espace, le droit international est utilisé selon les besoins et le bon gré des puissances occidentales. La récente résolution de l'Union européenne contre le peuple cubain est un exemple et une preuve de plus de la politique d'intervention et de non-respect de la souveraineté de Cuba.

C'est pour cela qu'aujourd'hui plus que jamais depuis ce coin de la zone Nord de la planète, depuis le Pays basque, les organisations participantes aux journées de Sokoia II soutiennent et montrent leur solidarité la plus active avec ce peuple des Caraïbes.



Nous exigeons, de plus, la libération des cinq citoyens cubains emprisonnés dans les prisons des États-Unis.

3 - Mapuche

Les organisations participantes aux journées de Sokoia II veulent exprimer leur solidarité avec le peuple Mapuche en soutenant les revendications politiques et territoriales qu'on pourrait résumer comme suit :

- Reconnaissance constitutionnelle du peuple Mapuche par les États chilien et argentin.
- Ratification des conventions internationales, telle que la Convention 169 de l'OIT.
- Reconnaissance du droit à l'autodétermination.

Également, elles entendent montrer leur solidarité avec les prisonniers et les prisonnières politiques et dénoncer la répression basée sur les lois de la dictature militaire et appliquée exclusivement à la résistance Mapuche

4. - Vénézuéla

Après cinq années de révolution bolivarienne la menace permanente étrangère, aussi bien des États-Unis que des groupes politiques et financiers européens, contre le processus politique et spécialement contre le représentant au plus au niveau de ce dernier, le président Chávez, est plus notoire que jamais. Toutefois, les avances en matière d'éducation, de santé, de logement et au niveau des besoins de base sont un fait palpable dont le citoyen vénézuélien peut témoigner. Les Vénézuéliens l'ont fait clairement dans le referendum réalisé l'année 2004.

Les participants dans les journées de Sokoia II :

- réaffirment le caractère profondément démocratique du processus vénézuélien,
- dénoncent la menace militaire et économique extérieure contre le processus bolivarien et
- exigent le respect de la souveraineté vénézuélienne et celui de la volonté populaire de ce grand peuple.

5. - Bolivie

Nationalisation des ressources naturelles et processus constitutif démocratique.

Les hommes et les femmes de la Bolivie sont des témoins d'une crise profonde et d'un vide au niveau du pouvoir institutionnel en Bolivie. La citoyenneté bolivienne, héritière de 500 années de résistance face à un génocide et à une exploitation impitoyable, a vu comment ses biens et ses ressources naturelles ont été privatisés et livrés aux grandes corporations multinationales et à ses partenaires locaux. Ce qui est un nouvel exemple de la néocolonisation de l'empire et qui entraîne de graves conséquences pour la population, y compris les conséquences militaires.



Les personnes réunies dans les journées de Sokoia II sans savoir et sans prévoir les formes que ce conflit peuvent arriver à adopter affirment :

Que le conflit bolivien a déjà acquis une dimension internationale et en conséquence n'est pas seulement un problème interne de la Bolivie, mais aussi un problème régional en raison de conséquences possibles et de l'impact décisif qui aura sur les peuples qui vivent dans toute la région sud-américaine.

Que l'échec politique, économique et social du modèle défendu par les multinationales et par les classes dominantes, se trouve actuellement plongé dans une crise de légitimité et de vide de pouvoir, ce qui les empêche de continuer à diriger la Bolivie pour leur seul bénéfice. Ce modèle est un modèle basé sur l'exploitation des ressources naturelles et humaines jusqu'à son épuisement : un modèle bien connu des peuples sud-américains.

La résistance politique, sociale, indigène et culturelle du peuple bolivien, a mis en crise le gouvernement de l'État-nation et les bureaucraties politiques qui le gèrent.

- La crise de l'État-nation en tant qu'ordre politique et territorial, héritier de la colonisation a échoué.

C'est pour cela que nous voulons exprimer :

- notre solidarité avec le peuple bolivien et la lutte pour une nationalisation immédiate des hydrocarbures et pour la réalisation d'une assemblée constitutive ;

- une solidarité active, pour maintenir en alerte la population face aux possibles interférences ou interventions étrangères et face aux intérêts que les États-Unis peuvent y avoir ;

Nous voulons faire un appel à l'ensemble des mouvements sociaux, à tous les hommes et à toutes les femmes qui prennent part dans les différentes luttes contre le néo-libéralisme et à tous les mouvements qui combattent pour le respect de leur droits collectifs : les droits économiques, sociaux, civiques, politiques et culturels, à réaliser des actions de solidarité active avec le peuple bolivien

6. - Pays catalans

Dans le cadre des journées internationales de Sokoia II, les organisations et les personnes participantes déclarent que :

Le processus de réforme des statuts d'autonomie actuellement en marche dans l'État espagnol n'est qu'une tentative de l'État pour maintenir un instrument de domination sur les nations opprimées et les classes populaires de ces nations et la négation de leurs droits.



- La politique d'autonomie est arrivée à sa fin. Les statuts d'autonomie ne sont pas des instruments de souveraineté, leur fonction est celle d'éviter que les peuples opprimés par l'État puissent accéder à la souveraineté. Tout au long de vingt-cinq ans de division autonomiste nous n'avons pu que constater cela.

Seule la reconnaissance du droit à l'autodétermination peut donner une solution aux aspirations nationales et sociales des classes populaires des nations opprimées par l'État.

- La politique d'autonomie, comme toute autre stratégie partielle ou tout succédané du droit à l'autodétermination, cherche seulement repousser la solution démocratique pour les aspirations nationales et sociales des nations non-reconnues. C'est, en dernier ressort, la stratégie pour neutraliser et détruire les options de sécession.

7. - Prisonniers basques au Pays basque, maintenant !

Parce que la politique de dispersion va à l'encontre des droits fondamentaux des prisonniers et prisonnières et des membres de leur famille.

Parce que la politique de dispersion est une politique qu'applique la peine de mort aux prisonniers et prisonnières et aux membres de leurs familles (34 personnes mortes).

Parce que cela implique la reconnaissance du caractère politique des prisonniers et prisonnières politiques basques.

Parce que c'est la garantie de la participation des prisonniers et prisonnières basques dans le processus politique basque.

Parce qu'est un pas très important pour la résolution du conflit et pour la réalisation de l'amnistie.

Et parce que cela a été maintes fois exigé expressément par la société basque.

8. - Maroc

Les personnes participantes dans les journées de Sokoia II

- expriment leur solidarité avec toutes les victimes et avec toutes les personnes qui ont des souffrances et des malheurs assez graves pour essayer d'exercer leur droit d'émigrer et dénoncent la politique sécuritaire européenne responsable de ce crime collectif contre l'humanité et en même temps dénoncent la transformation des pays du Maghreb en gendarmes de la frontière sud de l'Europe.

9. - Sahara

Face aux récents événements à El Aaiún, dans lesquels ont été arrêtées des personnes étudiantes et travailleuses du Sahara, les organisations participantes dans les journées internationales :

- Condamnent catégoriquement ces faits ainsi que la répression marocaine contre le peuple sahraoui.



- Exigent l'exercice du droit à l'autodétermination pour le peuple sahraoui.
- Condamnent l'hypocrisie de la communauté internationale, pour laquelle les intérêts économiques et géostratégiques marocains passent avant les droits politiques du peuple sahraoui.

10. - Palestine

Les organisations participantes des journées internationales, condamnent catégoriquement la domination américaine sur les ressources et les destinées des peuples du monde.

Elles reconnaissent le droit de tous les peuples à la liberté, l'indépendance et l'autodétermination, et pour cela elles dénoncent la mondialisation du contrôle capitaliste, à travers le système économique néolibéral, sur le monde.

Ces organisations DÉCLARENT QUE :

- Une paix juste est nécessaire, une paix basée sur le droit au retour, le droit à la libre détermination et le droit à un État palestinien pleinement souverain. Il faut avancer et donner les pas nécessaires pour, à travers une politique de sanctions et de boycott de l'économie israélienne, garantir le respect du droit à l'autodétermination du peuple palestinien.

et EXIGENT :

- L'immédiate mise en liberté du Secrétaire Général du FPLP et de ses camarades, qui se trouvent dans des prisons de l'Autorité palestinienne, prisonniers sous la supervision et contrôle des forces américaines et britanniques.
- La libération inconditionnelle et totale de tous les prisonniers palestiniens et arabes de toutes les prisons israéliennes.

11. - Pour le droit d'asile et pour le droit de refuge

Les organisations et les personnes assistantes aux journées de Sokoa II veulent exprimer leur rejet le plus complet de la politique régressive et de criminalisation que les différents États de l'Union européenne sont en train de développer contre le droit d'asile et le droit de refuge des personnes qui, pour motifs politiques, doivent s'enfuir de leurs pays d'origine, aussi bien de pays de l'intérieur de l'Union européenne que de pays situés à l'extérieur des frontières de l'Union européenne.

Les traités de Schengen, de Dublin ou de Laeken, le mandat d'arrêt européen, les politiques de visas, les internements ou les livraisons des personnes qui fuient leur pays sont des dispositifs juridiques et politiques de nature policière et militaire qui sont employés pour empêcher que ces personnes puissent exercer leur droit à l'exile et leur



EZKERRA EUROPAREN ATARIAN⁶
Nazioarteko topaketak 2005

droit à chercher refuge et qu'en conséquence ces mesures vont totalement à l'encontre d'une solution démocratique des conflits politiques.